



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

redevance audiovisuelle

Question écrite n° 38044

Texte de la question

M. Jean-Louis Christ appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat au budget et à la réforme budgétaire sur les conséquences du dispositif de la loi de finances pour 2004, relatif à la procédure déclarative applicable aux acquisitions de téléviseurs. Le nouveau dispositif considéré prévoit une collecte supplémentaire dans le recueil de données, puisqu'il est demandé aux vendeurs de postes de télévision de relever le lieu et la date de naissance des acheteurs et de vérifier ces éléments. Cette charge supplémentaire demandée aux vendeurs installateurs pose le problème juridique de leur capacité à effectuer ces contrôles d'identité. La question de l'application de ces vérifications à la vente de téléviseurs par correspondance se pose également. Il lui demande donc si des mesures sont envisagées pour prendre en compte ces difficultés particulières.

Texte de la réponse

L'article 37 de la loi de finances pour 2004 relatif à la redevance audiovisuelle prévoit que les commerçants sont tenus de faire souscrire par leurs clients une déclaration à l'occasion de toute vente de matériel. Cette déclaration comporte la date d'achat et l'identité sous laquelle se déclare l'acquéreur : son nom, son prénom, son adresse, sa date et son lieu de naissance. Certains commerçants s'inquiètent de ne pas disposer des moyens leur permettant de remplir cette obligation : l'obligation de déclarer toute vente de téléviseur, qui s'impose aux commerçants depuis la création de la redevance, constitue l'élément indispensable de son assiette puisque c'est sur la base des déclarations adressées aux centres régionaux par les commerçants que les comptes des redevables sont ouverts en cas de première acquisition. Le recueil de certaines informations, telles que la date et le lieu de naissance, a pour principal objet de protéger le contribuable des risques d'homonymie, en lui évitant notamment de subir d'éventuelles poursuites à la place d'un autre. Toutefois, le commerçant s'en tient aux informations qui lui sont communiquées, puisque le texte ne l'habilite pas à demander au client de lui présenter une pièce d'identité. Si le commerçant est tenu de déclarer toutes ses ventes et encourt une amende dans l'hypothèse où il ne le ferait pas, il ne peut en aucun cas être pénalisé en cas d'informations incomplètes ou erronées de la part d'un client. En outre, il n'est pas tenu de refuser la vente dans l'hypothèse où le client s'opposerait à la communication des informations qui lui sont demandées. En ce cas, la vente doit être effectuée et elle sera déclarée au centre régional de la redevance avec les informations dont le commerçant dispose, même si elles sont incomplètes. Le redevable, en revanche, s'expose à une amende de 300 euros dès lors qu'un contrôle à domicile révèle qu'il détient un téléviseur et ne l'a pas déclaré.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Christ](#)

Circonscription : Haut-Rhin (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 38044

Rubrique : Taxes parafiscales

Ministère interrogé : budget

Ministère attributaire : budget

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 avril 2004, page 2995

Réponse publiée le : 15 juin 2004, page 4456